

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Pascale RYAN, *Penser la nation. La Ligue d'action nationale 1917-1960*, Montréal, Leméac, 2006.

par Sylvie Lacombe

Recherches sociographiques, vol. 49, n° 3, 2008, p. 555-557.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/019882ar>

DOI: 10.7202/019882ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

En somme, ce livre n'entre pas dans les catégories usuelles. Il ne s'agit pas d'un ouvrage de philosophie politique, bien que les auteurs s'intéressent aux dimensions normatives qui devraient présider aux rapports au sein de la communauté politique canadienne et que l'on y retrouve de nombreuses références à des auteurs tels que James Tully, Joseph Carens, Will Kymlicka, Charles Taylor, pour ne nommer que ceux-là. Il ne s'agit pas non plus de la présentation des résultats d'une recherche originale portant sur l'un ou l'autre des thèmes abordés : relations intergouvernementales, rapports entre majorité(s) et minorités ethnoculturelles, citoyenneté, etc. Finalement, cet ouvrage ne cherche pas à proposer un cadre théorique qui permettrait d'appréhender, en des termes nouveaux, la dynamique politique propre aux nationalismes canadien ou québécois, comme l'ont fait Ernest Gellner, Anthony Smith, Liah Greenfeld, Eric Hobsbawm ou Rogers Brubaker pour des contextes différents.

Gagnon et Iacovino s'inscrivent dans une mouvance dont ils se font les porte-paroles et reprennent une structure argumentative développée par de nombreux intellectuels québécois et canadiens au cours des quinze dernières années autour de la question de la multinationalité. Au final, l'intérêt pour cet ouvrage repose moins sur l'originalité de sa contribution mais plutôt sur la qualité de sa synthèse. Celle-ci constitue une bonne mise à jour du débat sur le fédéralisme multination. Toutefois, la solution envisagée – la dépolitisation des rapports entre le Québec et le Canada – peut en laisser pantois. Est-ce vraiment la meilleure solution ? La réponse à cette question relève d'un débat qui n'a toujours pas eu lieu.

François ROCHER

*École d'études politiques,
Université d'Ottawa.
francois.rocher@uottawa.ca*

Pascale RYAN, *Penser la nation. La Ligue d'action nationale 1917-1960*, Montréal, Leméac, 2006.

Cet ouvrage en contient au moins deux, car en brossant le tableau de près d'un demi-siècle d'engagement nationaliste, Ryan nous offre également le parcours d'autonomisation de la fonction d'intellectuel dans la société canadienne-française. La monographie, aux sources diversifiées (archives, revues, ouvrages de référence, études et entrevues), reconstitue en plus les réseaux dans lesquels les intellectuels nationalistes sont inscrits, les formations scolaires et professionnelles qu'ils ont suivies, et positionne la revue, qui tire son nom du mouvement, dans le paysage des périodiques canadiens-français. Elle suit de près l'évolution des préoccupations, les

déchirements, et aussi les fractures qui traversent le mouvement de la Ligue d'action française à la Ligue d'action nationale, depuis les campagnes de francisation de 1917, les critiques du capitalisme des années 1930, l'état de la question sur les rôles et statuts du Canada dans l'empire britannique, et les rôles et statuts du Québec dans la Confédération canadienne jusqu'aux divisions internes des années 1950 qui transforment définitivement la revue, d'organe de direction du mouvement en simple tribune libre. En parallèle, on voit défiler les figures successives de l'intellectuel, et l'autonomisation progressive de son discours par rapport aux instances religieuses qui débouche sur la diversité accrue des visions positives et normatives qu'il propose de la société québécoise.

Au début du XX^e siècle, le mouvement nationaliste est profondément marqué par le catholicisme social, dont il tire son inspiration, et d'où lui viennent aussi ses méthodes, c.-à-d. l'étude méthodique des problèmes canadiens-français en vue d'organiser la société selon la doctrine sociale de l'Église catholique, fondée sur les notions de bien commun et de justice sociale. La grande enquête thématique, typique de *L'Action nationale*, remonte pourtant à *L'Action française*, même si celle-ci se garde bien de vouloir réformer les structures, préférant pour répondre aux besoins criants d'une société en voie de modernisation rapide, la propagande catholique. La première faille dans ce modèle d'intellectuel qui choisit d'œuvrer loin des instances politiques, survient avec la condamnation romaine de l'Action française maurassienne (1926). Il devient alors plus délicat de soutenir une position nationaliste en évoquant des valeurs et principes catholiques.

L'implication de premier plan des laïcs dans l'action sociale inaugure le second moment dans l'autonomisation de la fonction d'intellectuel. Esdras Minville, qui le personnifie le mieux, fonde en 1933 la Ligue d'action nationale, qu'il dirige jusqu'en 1941. Plus engagé dans la politique active, l'intellectuel nationaliste est désormais un expert qui met sa science au service de l'émancipation économique des Canadiens français. Plusieurs parmi ceux chargés de transcrire le Programme de restauration sociale de l'ÉSP en réformes concrètes sont en effet membres de la Ligue. Mais une tension entre action catholique et action nationale, orchestrée par la jeunesse de l'époque, conduit à la séparation définitive des cadres des deux types d'action.

L'autonomisation de la fonction ne sera accomplie qu'avec un Laurendeau mature. On voit celui-ci prendre la tête de la Ligue d'action nationale dès son retour de Paris en 1937, mais c'est le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, le mouvement de centralisation fédérale et la crise de la conscription qui précipiteront les nationalistes au cœur de l'action politique. Grâce au Bloc populaire, la transition entre les deux générations de nationalistes se fait – non sans heurts –, en même temps que le passage à l'intellectuel politiquement engagé. Au long des années 1950, le mouvement est ensuite tiraillé tantôt à droite, tantôt à gauche : les chemins

de *L'Action nationale* et celui du *Devoir* s'écartent finalement, mais chacun continue son travail respectif, jusqu'alors conjoint, de rénovation du nationalisme canadien-français.

Penser la nation illustre à merveille comment l'évolution du mouvement nationaliste a contribué à l'autonomisation de la fonction d'intellectuel. Ces penseurs ont en effet sondé, puis interprété la modernisation rapide de leur société, et ce faisant, ils ont ébauché une pensée originale répondant aux exigences de leur temps. L'ouvrage montre que loin d'être engoncés dans la « question nationale », ils ont trouvé en elle le motif de leur indépendance de pensée et l'obligation de préparer l'avenir.

Sylvie LACOMBE

Département de sociologie,
Université Laval.
sylvie.lacombe@soc.ulaval.ca

Gérard BOULET et Jean-François PAYETTE (dirs), *Le nationalisme repensé. Essai d'ontologie critique*, Presses de l'Université du Québec, 2007.

Que dire d'un livre qui n'aurait jamais dû être édité ? Voilà qui est plutôt embêtant, surtout quand on s'est engagé, sur la seule foi de son titre, à en faire le compte rendu. Allons-y donc. Quel est le propos de cet essai d'à peine 150 pages ? Tout simplement « d'élaborer une théorie ontologique universelle, formalisée et achevée de cette forme sociopolitique et historique singulière qu'est le phénomène 'nationalisme' » (p. 1). Rien de moins ! Mais qui peut bien revendiquer un projet aussi ambitieux, aussi « universel » ? La quatrième de couverture nous apprend que l'un des auteurs est titulaire d'une maîtrise en philosophie politique et l'autre, doctorant en science politique. Ce qui a de quoi susciter d'entrée de jeu une certaine perplexité chez le lecteur. Mais poursuivons la lecture. Que trouve-t-on dans les cinq premières pages qui forment l'introduction ? Une suite d'anathèmes. La condamnation sans appel, avant tout examen, de toutes les théories passées ou présentes du *nationalisme* (que les auteurs confondent du reste d'un bout à l'autre avec le concept de *nation*). « Nous répudierons également tous ces modes pseudo-scientifiques d'aperception des phénomènes [...]. En outre, nous condamnerons sans rémission [...] Enfin, nous nous insurgerons avec détermination et force conviction [...] » (p. 2 et 3). Et ainsi de suite.

Convaincus d'être en possession de « la théorie ontologique universelle » du nationalisme, les auteurs procèdent par oukases et pétitions de principe, une rhétorique ampoulée faisant office d'argumentation. Un seul exemple suffira pour décourager la lecture :